



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°169 5 AOUT 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

PRESENTATION
DU PLAN
DIRECTEUR DE
L'AMENAGEMENT
DES
CORRIDORS
POUR L'ANNEAU
DE CROISSANCE
EN AFRIQUE DE
L'OUEST

ETHIOPIE : OBERTHUR
FIDUCIAIRE REMPORTE
SON 6EME CONTRAT
POUR L'IMPRESSION ET
LIVRAISON DE BILLETS

OUGANDA : VIVE
OPPOSITION
CONTRE LE PROJET
DE LOI, NATIONAL
COFFEE BILL

BURKINA FASO :
L'ALLEMAGNE
FAIT DON DE
39,5 M EUR

GABON : LE
NOUVEAU CODE
DES
HYDROCARBURES
ENFIN PROMULGUE

TANZANIE :
CREATION DU
NYERERE
NATIONAL PARK

BENIN : TOTAL GAS
RETENU POUR UN
CONTRAT DE
FOURNITURE DE
GAZ

GUINEE : LA
BAFD OUVRE
UN BUREAU A
CONAKRY

CORSAIR
ABANDONNE LA
LIGNE PARIS-
BAMAKO



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ **Le gouvernement béninois approuve les négociations menées dans le cadre du projet de pipeline export Niger-Bénin**

Le gouvernement béninois a approuvé les négociations menées avec une société chinoise dans le cadre du projet de pipeline export Niger-Bénin, suite à la signature de l'accord entre les 2 pays conclu en janvier 2019 sur la construction d'un système de transport des hydrocarbures. La prochaine phase du processus consiste en la signature de l'accord avec la société de droit béninois West African Oil Pipeline Benin (WAPCO Benin), créée en vue de construire, exploiter et entretenir le système de transport béninois, pour former avec le système de transport nigérien, un système de pipeline intégré provenant du Niger et traversant le territoire du Bénin jusqu'à sa côte.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Relance du train Dakar-Bamako**

Le Comité pour la relance du chemin de fer entre le Sénégal et le Mali s'est réuni le 29 juin, présidé par le ministre sénégalais des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement et le ministre malien des Transports et de la Mobilité urbaine. A l'issue de cette réunion, les deux Etats ont décidé (i) de la mise en place d'une société unifiée d'exploitation et de la réhabilitation intégrale du chemin de fer à l'horizon 2020 et (ii) un plan d'urgence de sauvegarde du chemin de fer, estimé à 20 Mds FCFA (30,5 M EUR). La réhabilitation intégrale du chemin de fer pourrait se faire grâce au financement de la Banque Mondiale.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Présentation du plan directeur de l'aménagement des corridors pour l'anneau de croissance en Afrique de l'Ouest**

L'agence de développement japonaise, la JICA, a présenté devant les membres de l'UEMOA et les bailleurs de fonds son étude sur le projet d'aménagement des corridors pour l'anneau de croissance en Afrique de l'Ouest (CACAO). L'objectif de ce projet est de mener différentes actions dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'industrie, des transports et des infrastructures afin de développer cet anneau de croissance d'ici 2040. Pour cela un financement de plus 33 Mds EUR est nécessaire. Les bailleurs de fonds présents (BOAD, BAD, BM, AFD, BIDC, BADEA, UE, Afreximbank, JICA) ont affirmé leur volonté de s'engager sans pour autant annoncer de montant précis.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Corsair abandonne la ligne Paris-Bamako**

La compagnie aérienne française Corsair International réorganise ses dessertes et a décidé de concentrer ses liaisons sur Abidjan (Côte d'Ivoire). La liaison vers la Côte d'Ivoire sera désormais effectuée en direct à raison de 5 à 7 fois par semaine. Depuis janvier 2018, la ligne Paris-Bamako était effectuée en partenariat avec Aigle Azur. Aigle Azur confirme que la décision de Corsair n'impactera pas son programme de vols, notamment vers ou en provenance du Mali. Aigle Azur conservera donc ses 4 rotations par semaine entre Bamako et Paris.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Burkina Faso : le FMI approuve un second décaissement de 25 M USD au titre de la FEC**

Le 19 juillet, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un nouvel appui financier de 25 M USD en faveur du Burkina Faso. Dans un communiqué, l'institution a annoncé l'achèvement de la seconde revue de son programme économique triennal en faveur du pays. Les performances macroéconomiques du pays sont globalement satisfaisantes, malgré une pression sécuritaire et sociale croissante. Toutefois, le FMI souligne qu'il convient de redoubler d'efforts pour créer un espace budgétaire favorable au développement des secteurs prioritaires. Ce nouveau décaissement porte à 75 M USD le montant total des financements déjà approuvés au titre du programme.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : la BAfD ouvre un bureau à Conakry**

Le Président Alpha Condé, en compagnie du président du groupe de la BAfD, a inauguré le bureau de l'institution financière panafricaine à Conakry. Au titre de ses interventions en Guinée, les engagements de la BAfD ont triplé en moins de 10 ans. A ce jour, le niveau d'engagement de la banque en Guinée s'élève à 562,36 M USD. Le portefeuille est composé de (i) 10 opérations régionales pour 74,8 % des engagements, (ii) de 7 opérations publiques nationales pour 7,6 % et (iii) d'un projet du secteur privé pour 17,6 %. Le programme indicatif des engagements futurs de la banque sur la période 2019 – 2022 s'élève à 535 M USD. Ces investissements seront concentrés dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : hausse de 3,4% des échanges commerciaux de la Mauritanie au cours du 1^{er} trimestre 2019**

Les échanges commerciaux du pays avec le reste du monde lors du 1^{er} trimestre 2019 sont évalués à 1,14 Mds EUR, enregistrant une hausse de 3,4% par rapport au trimestre précédent, tirée notamment par les importations de produits pétroliers (+28,3%) et de biens d'équipements (+21%). Mais aussi par les exportations de l'or (+25%) et des produits de la pêche (+4,7%). L'Europe reste le principale fournisseur et client du pays avec respectivement 48,9% des importations (dont 14,5% en provenance de France) et 55% des exportations (dont 1,4% vers la France). Le continent africain représente 8,1% et 6,5% des importations et des exportations respectivement, au premier trimestre 2019.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : résultats des travaux de rebasage du PIB

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Système de comptabilité nationale, l'Institut national de la statistique du pays a initié depuis juillet 2016 d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008, avec le soutien financier de l'UEMOA et de la BM. L'ensemble de ces travaux a permis de finaliser le processus de rebasage et de porter le PIB de la nouvelle année de base 2015 à 7,9 Mds EUR, soit une réévaluation de 33,3% par rapport à son niveau de l'ancienne base 2006. Il ressort aussi que le taux de croissance du PIB se situe à 7% en 2018 contre un taux de 5% en 2017 et 5,7% en 2016. Cette évolution est imputable aux performances enregistrées dans tous les secteurs.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : les PME assurent 35,7% du PIB et 13% des exportations

Une étude de l'Agence nationale de statistique a révélé que les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) – qui représentent 99% du tissu industriel sénégalais – ne contribuent que pour 35,7% au PIB et ne participent qu'à hauteur de 13% aux exportations du pays (poissons et arachide principalement). Les pays destinataires seraient le Mali, suivi de la Côte d'Ivoire et de la Chine. Avec près d'un million d'emplois, les MPME sont les plus grandes pourvoyeuses d'emplois avec une contribution de 80,5%. Selon le ministère du commerce et des PME, ces entreprises représentent un levier pour la lutte contre la pauvreté et un facteur de croissance économique. Cependant, 97% d'entre elles sont dans le secteur informel.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Collecte de 6,9 Mds USD de recettes fiscales en 2018/19

Au cours de l'exercice budgétaire clôturé le 7 juillet 2019, l'Éthiopie a perçu 198,2 Mds ETB de recettes fiscales, soit 6,9 Mds USD, marquant une progression de 12,5 % par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice budgétaire 2019/20 en cours, le Parlement a approuvé un budget total de 386,9 Mds ETB (13,4 Mds USD), dont 224 Mds ETB (7,8 Mds USD) devront être couverts par les recettes fiscales, l'État tablant ainsi sur une hausse de 13 % de ces dernières par rapport à l'année 2018/19.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Révision à la baisse des chiffres de la croissance

La persistance d'épisodes de sécheresse depuis le retard des « longues pluies » en mars et avril de cette année devrait peser sur les performances de l'économie kenyane. Alors que les prévisions de croissance du PIB oscillaient initialement aux alentours de 5,8 % - 6,0 %, la moyenne des estimations des principales banques et cabinets de conseil internationaux s'établit désormais à 5,6 %. Ce ralentissement résulte d'une baisse de la production d'électricité d'origine hydraulique, moins chère, et agricole. Pour rappel, selon la Banque Mondiale, le secteur agricole contribue à 51 % du PIB (dont 26 % direct et 25 % indirectement *via* d'autres secteurs, notamment la grande distribution et l'industrie) serait pourvoyeur de 9 millions d'emplois, soit 56 % de la population active, et produit près de 65 % des exportations de biens du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Approbation de la 5ème revue du programme de Facilité élargie de Crédit (FEC)

Le 26 juillet, le CA du FMI a approuvé le décaissement de 31,4 M DTS soit 43,4 MUSD à l'issue de sa cinquième revue du programme FEC, portant ses décaissements totaux à 302,8 MUSD depuis juillet 2016. Le FMI est satisfait des efforts déployés par le gouvernement dans l'adoption d'une nouvelle structure de prix du carburant et de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites. Le Fonds recommande néanmoins de poursuivre les efforts pour l'amélioration de la situation financière de la compagnie nationale d'électricité Jirama, notamment l'arrêt des subventions et la renégociation des contrats avec les fournisseurs d'électricité et de carburant.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Les autorités fiscales ougandaises dépassent leur objectif de recouvrement de l'impôt

Le recouvrement de l'impôt de l'année fiscale 2018/2019 a atteint 16 600 Mds UGX (4,5 Mds USD), dépassant ainsi de 14,9 % l'objectif fixé, soit la meilleure performance depuis 5 ans. Ce résultat s'explique en partie par des excédents fiscaux dans les secteurs logistique (331 Mds UGX) et bancaire (148 Mds UGX). A noter également une hausse de 17,6% dans l'industrie extractive. Le fisc ambitionne de collecter 18 300 Mds UGX (4,95 Mds USD) sur l'année fiscale 2019/2020. Toutefois, la taxe sur les réseaux sociaux (Facebook, Whatsapp, Twitter, Instagram) introduite en juillet 2018, n'a généré que 17,4 % de la somme escomptée, soit 49,5 Mds UGX.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Le Kenya, 1ère destination des exportations ougandaises en mai 2019

Selon la *Bank of Uganda*, les exportations vers le Kenya se sont élevées à 72 MUSD (266 Mds UGX) en mai 2019, contre 33 MUSD en avril (+ 118%). Le Kenya devient ainsi la 1^{ère} destination des exportations ougandaises, devant le Sud-Soudan avec 27,6 MUSD (101 Mds UGX, - 12 %) et la RDC avec 24,9 MUSD (92 Mds UGX, + 21,5 %). Ces exportations supplémentaires résulteraient des effets de la sécheresse observée au Kenya : elles se composent principalement de produits agricoles (maïs, haricots, ananas, pastèques, volailles).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Congo-Brazzaville : Ouverture de deux Guichets uniques de dédouanement dans la Sangha

Le département de la Sangha compte désormais cinq guichets uniques de dédouanement (GUD), avec l'ouverture, le 29 juillet, des guichets de Cabosse et de Souanké, qui viennent compléter ceux d'Ouessou, de Pokola et de Kombé. L'implantation des guichets de proximité dans cette localité à vocation forestière, cacaoyère et caféière, vise à sécuriser les recettes fiscales et simplifier les formalités de dédouanement aux entreprises qui y sont implantées. L'encaissement des taxes de douane et les formalités douanières sont assurés par la Banque postale du Congo qui est en charge de l'informatisation des recettes douanières de l'État dans toutes les localités où sont implantés ces guichets uniques.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le Sénat approuve la création de l'Autorité de régulation des Zones économiques spéciales (ZES)

Après l'adoption début juillet des lois portant création des ZES d'Ignié, d'Oyo-Ollombo et d'Ouessou, le Sénat a approuvé le 24 juillet la loi portant création de l'Autorité de régulation des ZES. Cette institution a pour rôle de surveiller les activités des ZES et de veiller au respect des orientations et des décisions prises par le comité national d'orientation de ces zones. Elle a par ailleurs le pouvoir de sanctionner et de régler les différends entre les opérateurs des quatre ZES.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : l'Allemagne fait don de 39,5 M EUR

Le 22 juillet, la directrice du bureau de la KFW à Ouagadougou et le ministre burkinabè de l'Économie, des Finances et du développement ont signé 3 contrats de financement (dons) d'un montant total de 39,5 M EUR destiné : (i) à la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 12 MW à Kodéni au sud de Bobo-Dioulasso (20 M EUR) ; (ii) à la phase 2 du programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-ouest (17 M EUR) ; (iii) au Projet de pilotage et de mise en place de la plateforme TruBudget au Burkina Faso et vise la gestion transparente des fonds extérieurs à travers une plateforme numérique (2,5 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la France accorde une aide budgétaire globale de 10 M EUR

Le 24 juillet, la France (via l'AFD) et le Burkina Faso ont signé une convention d'aide budgétaire globale (ABG) pour l'année 2019 d'un montant de 10 M EUR. Cet appui vise notamment à soutenir les efforts des autorités burkinabè dans le financement du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) et du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS), et à renforcer la capacité de l'État à délivrer des investissements et services publics dans les régions du Nord et de l'Est touchées par l'insécurité. L'aide budgétaire française, en prêts et en dons, atteindra 34 M EUR en 2019, faisant de la France le premier partenaire bilatéral du Burkina en matière d'appui budgétaire.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : lancement de travaux de voiries et d'équipements publics

Le 22 juillet, le maire de la capitale et le ministre burkinabè des Infrastructures ont procédé au lancement de nouveaux travaux de voiries et d'équipements publics, dans le cadre du projet de développement durable d'Ouagadougou, dont la 2^{ème} phase (PDDO2) se subdivise : (i) un tronçon de 2 930 km réalisé par la société burkinabè Globex dans un délai imparti de 12 mois ; des routes pour une longueur totale de 9 398 km réalisées par l'entreprise française Sogea Satom dans un temps imparti de 14 mois. La mairie a également entrepris la réhabilitation de la gare routière Ouaga-inter qui sera réalisée par Sogea Satom en 10 mois, pour un coût de 6,5 M EUR. L'AFD contribue au financement, à hauteur de 22 M EUR.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : création d'une zone économique spéciale pour l'économie maritime

Le gouvernement capverdien a approuvé le 20 juillet une loi-cadre régissant la création de la Zone économique spéciale de l'économie maritime (ZEEEM) autour de l'île de Sao Vicente, qui permettra aux usagers des ports de l'archipel de bénéficier d'avantages fiscaux, douaniers et professionnels. Selon le ministre de l'Economie maritime, José Gonçalves, cette loi-cadre était en phase d'études depuis deux ans et devrait passer au Parlement en octobre.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le gouvernement adopte un nouveau Code des marchés publics

Le Conseil des ministres du 24 juillet 2019 a adopté une ordonnance portant sur la réforme du Code des marchés publics, qui s'inscrit dans le cadre de la transposition de directives communautaires de l'UEMOA. Le nouveau texte introduit notamment le principe de passation des marchés par voie électronique et crée un nouvel acteur, « Responsable des marchés publics », pour la mise en œuvre des procédures de passation et l'exécution de ces marchés.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : intégration de la finance islamique dans les systèmes financiers décentralisés

Le projet de loi modifiant la réglementation des Systèmes financiers décentralisés (SFD) a été adopté par les députés membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières. Dans cette modification, la finance islamique est intégrée au système de microfinance (51 SFD agréés et plus de 634,6 M EUR à disposition fin 2018). Selon le ministre de l'Economie, la finance islamique présente des avantages comme le non-recours aux intérêts, aux spéculations, l'interdiction de financer l'industrie de l'armement, les activités pornographiques et les jeux de hasard. Elle est également une réponse au problème d'inclusion financière rencontré par la population exclue du système financier classique.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : la Gambie et les Emirats arabes (EAU) unis signent un accord de protection mutuelle de leurs investissements

Les gouvernements de la Gambie et des EAU ont signé, le 15 juillet, dans le cadre de la visite du Président Barrow, un accord pour protéger mutuellement leurs investissements contre tout risque non commercial et créer un environnement propice aux investissements et à l'octroi de licences. La nouvelle convention permettra également à chacun des deux gouvernements d'accorder des avantages privilégiés aux investisseurs issus du pays partenaire, de faciliter le transfert des bénéfices et des revenus en devises convertibles, et de favoriser le maintien et l'extension des investissements, en mettant l'accent sur la non-ingérence dans tous les sujets liés aux investissements.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Privatisation dans les conglomérats d'entreprises régionales

Les conglomérats EFFORT et TIRET vont partiellement privatiser certaines de leurs entreprises afin d'accroître efficacité et rentabilité. Le fonds de dotation pour la réhabilitation du Tigré, EFFORT, prévoit ouvrir le capital de trois sociétés : *Mesebo Cement factory*, *SUR Construction* et *Trans Ethiopia Plc*. Pour sa part, TIRET de la région d'Amhara, prévoit privatiser plus de dix sociétés. *Tikur Abay Transport*, *Ambasel Trading House*, les sociétés *Bahir Dar* et *Kombolcha Textile Share*, la brasserie *Dashen* et l'usine de malt *Gondar* font partie des sociétés enregistrées sous le compte de TIRET.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Deuxième phase pour le projet d'utilisation des timbres fiscaux électroniques (ETS) en Tanzanie**

Le nouveau commissaire général de l'autorité des impôts tanzanienne (TRA), Edwin Mhede, a déclaré que la deuxième phase du projet pour l'utilisation des timbres fiscaux électroniques qui concerne les fabricants de boissons gazeuses et non alcoolisées, commencerait le 1er août 2019. TRA avait lancé la première phase relative aux boissons alcoolisées, aux spiritueux et aux cigarettes le 15 janvier de cette année. Le gouvernement a passé un contrat avec la société suisse SICPA pour installer des logiciels et du matériel pour soutenir ce projet. Selon TRA, grâce aux nouveaux timbres électroniques, le pays connaîtra la production industrielle réelle et sera en mesure de récolter l'impôt requis et de contrôler les flux de produits contrefaits.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ Cameroun : signature de deux conventions de financement entre la France et le Cameroun

Les accords ont été signés le 26 juillet 2019 entre l'Ambassadeur de France au Cameroun et le Ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire. La première convention de financement d'un montant de 65,5 Mds FCFA était relative au décaissement de la 3e tranche de l'aide budgétaire française dans le cadre du programme économique et financier signé conclu entre le FMI et le Cameroun. Le deuxième accord d'un montant de 655 M FCFA portait sur la réhabilitation du musée national du Cameroun, à l'amélioration de la protection et la valorisation des collections.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 174 Mds FCFA mobilisés pour le financement du projet Azito phase IV

Un accord de financement de 174 Mds FCFA (264,5 M EUR) pour la mise en œuvre de la phase 4 des travaux de la centrale thermique d'Azito (Abidjan) a été signé entre les autorités ivoiriennes et 9 institutions financières, conduites par la Société financière internationale (SFI). Proparco, la BOAD ou encore la BAfD participent également au financement. Les travaux d'extension seront réalisés sur 30 mois par l'américain General Electric, qui fournira les turbines, et par l'espagnol ACS Cobra, qui se chargera du gros œuvre. La capacité de production de la centrale sera ainsi portée à 700 MW, soit une hausse de 253 MW. Pour rappel, la centrale d'Azito produit environ 30% de l'électricité du pays.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : 1,8 Mds USD consacrés à l'assainissement et à l'accès à l'eau

Le gouvernement gambien lance un programme d'assainissement et d'accès à l'eau potable avec l'appui de la BAfD, du Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. Ce projet, s'élevant à 1,8 Mds USD, permettra d'améliorer les conditions environnementales et socio-économiques des populations rurales et périurbaines. Il est prévu : (i) 40 installations solaires off-grid, (ii) 224 installations sanitaires, (iii) des systèmes d'évacuation des eaux pluvieuses, (iv) 20 centres municipaux de collection et de traitement de déchets, (v) 20 véhicules de collecte de déchets (vi) un centre d'incinération des déchets non biodégradables sera construit et alimentera une centrale électrique de 200 KW.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'UE offre 5,3 M EUR au Sénégal en faveur de la lutte contre l'érosion côtière et le changement climatique**

Le Directeur de la Coopération internationale de l'Union européenne et le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal ont signé le 22 juillet une convention de financement de 5,3 M EUR. Cette enveloppe servira à la gestion des enjeux environnementaux et climatiques et à la restauration de l'érosion côtière, notamment sur la Petite Côte, le Sine Saloum et la Casamance. Cette contribution s'inscrit dans le cadre de l'Alliance mondiale contre le changement climatique et sera exécutée par le ministère de l'environnement et du développement durable.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Oberthur fiduciaire remporte son 6ème contrat pour l'impression et livraison de billets**

L'appel d'offres pour l'impression et la livraison de 206 METB a été remporté par le français Oberthur Fiduciaire (19,6 METB en billets de 50 ETB) et le britannique De La Rue (187 METB en billets de 100 ETB). La masse monétaire a progressé de 22,2 % à la fin du 2e trimestre 2018/19 par rapport à l'exercice 2017/2018. La croissance de la masse monétaire au sens large est principalement due à l'augmentation de 20,7 % du crédit domestique et à la croissance de 6,1 % des avoirs extérieurs nets. C'est le 6^{ème} contrat remporté par Oberthur Fiduciaire en Éthiopie, en 2017 la Banque centrale avait attribué à l'entreprise française l'impression de billets de 5 ETB et de 10 ETB.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ouganda : Vive opposition contre le projet de loi, National Coffee Bill

Le National Coffee Bill , prévoyant une hausse de la taxe à l'exportation de 1 à 2 %, la mise en place d'un registre des producteurs de café et des sanctions pour toute négligence concernant les standards phytosanitaires des sites de production, rencontre de nombreuses critiques de la part des producteurs et organisations spécialistes du secteur. La hausse de la taxe impacterait directement le profit des petits producteurs tandis que les sanctions pénales et financières, allant d'une simple amende à l'emprisonnement, seraient inadéquates. Les acteurs enjoignent le gouvernement à sensibiliser les producteurs aux standards de qualité exigés et ses bienfaits économiques en lieu et place desdites sanctions. L'immatriculation des producteurs permettrait au gouvernement d'organiser et développer un secteur économique décisif (19 % des exportations en 2017) dont la production s'essouffle actuellement (- 12% prévu en 2019/20 à 4,25 M de sacs). L'Ouganda est le second exportateur de café du continent ; la filière emploie près de 500 000 agriculteurs

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Gabon : le nouveau Code des hydrocarbures enfin promulgué

En discussion devant les deux chambres depuis de longs mois, le nouveau code des hydrocarbures a été promulgué par le Président de la République gabonaise le 24 juillet dernier. Présenté comme plus attractif (le précédent cadre législatif, datant de 2014, n'avait donné lieu à aucun contrat de partage), ce nouveau code vise à accompagner la campagne de mise aux enchères (34 blocs pétroliers) et valoriser le potentiel gazier du pays. En outre, cette nouvelle législation comprend un statut spécifique pour les champs matures.

✉ Jean-luc.viette@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Total Gas retenu pour un contrat de fourniture de gaz

A l'issue d'un appel d'offres international lancé en juin 2018, TOTAL Gas and Power Business Services a été sélectionné par l'Etat béninois pour la fourniture de gaz naturel liquéfié comprenant le financement, la construction et l'exploitation d'un terminal d'amarrage et la mise à disposition d'une unité flottante de stockage et de regazéification. L'accord-cadre prévoit la construction et la mise en service des infrastructures dans un délai de 2 ans avec un droit exclusif d'approvisionnement pendant 15 ans. Le groupe pourrait ultérieurement envisager d'approvisionner d'autres centrales à gaz, notamment au Togo, en négociant un droit de passage avec la société WAPCO qui exploite le gazoduc reliant le Nigéria au Ghana.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : hausse anticipée de la production du coton pour la campagne 2019-2020**

Selon le ministère de l'Agriculture, la filière coton devrait atteindre une récolte de 800 000 tonnes pour la campagne en cours. Cette hausse de 22% par rapport à la campagne précédente, résulterait du bon niveau de pluviométrie, de la hausse des superficies emblavées et du prix garanti aux producteurs qui passe de 255 à 275 FCFA le kg. Pour mémoire, le secteur couvre une surface cultivée de 135 000 km², soit 11% du territoire. Il emploie plus de 4 millions de personnes (21% de la population). La saison cotonnière se divise en 3 phases : (1) Production (mai/juin à septembre/octobre) ; (2) Récolte et (3) Commercialisation (octobre/novembre à fin mars). La filière fournit 22% des recettes d'exportation du pays.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : travaux de construction d'une ligne électrique haute tension**

Il s'agit des travaux de construction, sur 18 mois, de la ligne électrique haute tension devant relier Nouakchott à Keur Macène (sud du pays). Le projet est financé par le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES), pour un montant total de 39,8 M EUR et comprend essentiellement : (i) la construction d'une ligne de 204 Km entre Nouakchott et Keur Macène; (ii) l'extension d'une centrale de transformation à Nouakchott de 225 kilovolts, (iii) la construction d'une centrale de transformation de 225/33 Kv à Beni Nâgî. La commune de Keur Macène abrite d'importantes infrastructures, notamment le port de N'Diago, en cours de réalisation par une entreprise chinoise pour un montant de 226,4 M EUR.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : lancement des travaux de construction d'un complexe industriel uranifère à Arlit**

Le 23 juillet, le Président de la République a présidé la cérémonie officielle de pose de la première pierre du complexe industriel uranifère de Madaouéla (Arlit). La cérémonie s'est déroulée en présence du président du conseil d'administration de l'entreprise canadienne GovieEx Uranium, qui devrait réaliser, en partenariat avec l'État du Niger, l'usine de traitement d'uranium de Madaouéla sur une superficie de plus de 243 km² dans un délai estimé de deux ans, pour un coût d'investissement annoncé de plus de 300 M USD. Plusieurs observateurs et analyses économiques émettent des réserves sur la rentabilité de ce projet, compte tenu de l'atonie du marché mondial de l'uranium.

✉ cossuc@afd.fr

Services

▼ Sénégal : le pays et l'Arabie Saoudite signent un accord de transport aérien

Le ministre sénégalais du Tourisme et des Transports aériens et le Président saoudien de la GACA (General Authority of Civil Aviation), ont signé le 22 juillet à Djeddah, un accord aérien portant sur l'ouverture d'une ligne directe entre les deux pays. Dans le cadre de cet accord, les deux parties ont convenu de plusieurs dispositions réglementaires relatives aux droits aériens bilatéraux, à la sécurité aérienne, aux droits d'exploitation des routes, aux alliances commerciales entre les compagnies nationales (Air Sénégal et Saudia Airlines) et aux questions relatives à la coopération technique et la formation du personnel aéronautique.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : un accord entre Greentec et la DER pour l'accès au financement des startups

GreenTec Capital Partners, une structure allemande spécialisée dans l'investissement dans les startups africaines, a signé mercredi à Dakar une convention de partenariat et d'accompagnement avec la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER). Il prévoit la création d'un centre régional d'incubation d'entreprises et la mise en place d'un fonds permettant de financer les entrepreneurs en phase de démarrage avec un ticket d'entrée de 10 000 à 500 000 EUR.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Lancement imminent de l'appel à expression d'intérêts pour l'ouverture du capital d'Ethio-Telecom

Le gouvernement entend lancer un appel à expressions d'intérêt en août afin d'inviter les opérateurs de télécommunications à prendre part au processus de privatisation partielle du groupe, que le gouvernement compte achever au cours des neuf prochains mois. Auparavant, l'État compte scinder la société en deux filiales: l'une chargée des infrastructures qui sera en charge de la maintenance des réseaux, et l'autre dédiée aux services qui constituera un opérateur à part entière (deux licences supplémentaires seront octroyées pour porter le nombre d'acteurs sur le marché à trois à moyen terme).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Création du Nyerere National Park

La réserve naturelle de Selous, au sud de la Tanzanie est, avec 50 000 km², l'une des plus grandes zones protégées d'Afrique. 92 % de sa superficie est actuellement ouverte à la chasse, le reste étant réservé aux safaris photographiques. Le président a ordonné le vendredi 26 juillet 2019 que cette réserve soit divisée maintenant en deux parties égales, la partie réservée au tourisme de safari deviendra ainsi le 20^{ème} parc national du pays, nommé en l'honneur de l'ancien Président. Le tourisme est la première source de revenus de la Tanzanie. Le secteur a rapporté 2,43 Mds USD l'an dernier.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : le ministre des PME inaugure un incubateur « Easyoffices » offrant des bureaux locatifs low-cost pour les PME

Le Ministre camerounais des PME a procédé à l'inauguration de l'incubateur d'entreprise « Easyoffices » basé dans la ville de Yaoundé le 25 juillet 2019. Cet incubateur d'entreprises vient répondre au besoin des entreprises dans leur phase d'installation, de maturation et même de croissance en leur offrant des bureaux modernes à des coûts bas.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la société Trafigura en visite en République du Congo

Une délégation de la société Trafigura, entreprise de négoce de matières premières, menée par son président Jeremy Weir, s'est rendue à Brazzaville et s'est entretenue avec le Président de la République, Denis Sassou N'Guesso. La société a exprimé sa volonté de renforcer sa coopération avec la République du Congo et de financer certaines activités de la SNPC. Pour rappel, la dette contractée auprès des négociants de pétrole représente 26,5% de la dette extérieure congolaise dont la moitié est contractée auprès de Trafigura. Les négociations concernant la restructuration de cette dette ne se sont toujours pas tenues.

✉ alban.rochard@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le groupe belge BIA suspend ses activités au Niger

L'entreprise belge Equipements & Services Niamey (ESN, filiale du groupe BIA) suspend ses activités au Niger en raison de "l'environnement économique difficile auquel elle est confrontée, comme beaucoup d'autres entreprises au Niger", et de "ses résultats en 2018, ainsi que ses prévisions sur 2019, qui ne sont pas en ligne avec ses objectifs budgétaires" – selon une note de la direction datée du 10 juillet 2019. En conséquence, les effectifs de l'agence de Niamey sont réduits. L'agence BIA de Ouagadougou (Burkina Faso) apportera un support technique à ses opérations au Niger, qui restent maintenues. ESN est un fournisseur d'engins miniers, de pièces de rechange et de groupes électrogènes, qui a débuté ses activités en 2009.

✉ cossuc@afd.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : 3^{ème} Forum national de l'économie informelle

La 3^{ème} édition du Forum national de l'économie informelle (FNEI) s'est tenue à Ouagadougou du 18 au 20 juillet, après huit années d'interruption, avec la participation de plus d'un millier d'acteurs, afin de réfléchir sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle au Burkina Faso. Ce rendez-vous se voulait une opportunité de dialogue visant à trouver les solutions idoines pour le développement du secteur de l'entrepreneuriat. Pour rappel, selon l'INSD, 95,2% des actifs (dont 99,3% en milieu rural) exercent leurs activités principales dans le secteur informel en 2015, contre 5% dans le formel. Par ailleurs, l'économie informelle représenterait en moyenne 49,2% du PIB au Burkina Faso.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement de la 6^{ème} édition de Business Plan Competition par le patronat ivoirien (CGECI)

La CGECI vient de lancer la 6^{ème} édition de son concours national de jeunes entrepreneurs, appelé la Business Plan Competition lors d'une conférence de presse à la Maison des Entreprises à Abidjan. Les cinq dernières éditions ont enregistré 3 137 dossiers de candidatures déposés, 32 promoteurs financés à hauteur de 173 millions de FCFA (2,6 M EUR) et 120 entrepreneurs accompagnés par la CGECI et ses partenaires.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : renforcement de la coopération entre la Côte d'Ivoire et la Russie

À l'occasion de la visite du ministre des Affaires Etrangères ivoirien en Russie, un mémorandum de coopération a été signé par les deux pays. Cet accord concerne la prise de mesures permettant la mise en œuvre de différents projets dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de l'éducation et de l'agriculture en Côte d'Ivoire. Les questions de la sécurité et du terrorisme ont également été abordées, la Côte d'Ivoire a notamment soutenu les initiatives de lutte russes. Cette visite a permis de préparer le Sommet Russie-Afrique qui se tiendra en octobre 2019 à Sotchi.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

